

## NOTE D'INFORMATION

### LA MINUSCA ET LES FACA LANCENT DES PATROUILLES CONJOINTES A BAMBARA

**Bangui, 31 octobre 2018** – La Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) MINUSCA et les Forces armées centrafricaines (FACA) mènent depuis lundi 29 octobre 2018, des patrouilles conjointes à Bambari, dans la préfecture de la Ouaka (centre). « Les militaires des deux institutions ont patrouillé à Kidjigra, Lapago, Bbornou, Adji et Sangharis et l'initiative a été bien accueillie par les populations. Le commandant du détachement des FACA a visité le marché central, qui a réouvert ses portes quatre ans après, et a échangé avec des marchands », a souligné le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro.

Au cours de la conférence de presse hebdomadaire, le porte-parole a précisé qu'outre l'extension de l'autorité de l'Etat, le déploiement progressif et coordonné des FACA ainsi que des forces de sécurité intérieure (FSI) vise à contribuer à la protection des populations civiles. "Dans ce sens, la Mission réitère son appui aux autorités et dénonce les tirs sporadiques par des individus armés présumés de l'UPC" alors que débutaient ces patrouilles conjointes, a-t-il dit. Il a rappelé le déploiement récent des FACA et les opérations conjointes avec la MINUSCA dans d'autres zones comme Paoua, Bangassou, Sibut ou Obo.

De même, le processus de recrutement des 1023 recrues des FACA, qui se déroulera du 5 au 14 novembre 2018, a été abordé, en particulier le soutien technique, logistique et matériel de la MINUSCA, « notamment dans la formation des équipes de recrutement et leur déploiement dans les préfectures ainsi que dans le domaine de la sensibilisation et de la communication ». Le porte-parole a par ailleurs condamné la perturbation, par une vingtaine d'éléments du FPRC, d'une activité liée à ce processus dans la mairie de Ndélé, préfecture de Bamingui-Bangoran. « La MINUSCA a renforcé ses patrouilles dans la zone tandis que la Police de la Mission enquête sur cet incident », a-t-il dit.

Le porte-parole a en outre rappelé la résolution 2387 du Conseil de sécurité qui « demande aux autorités centrafricaines d'appliquer la politique de nationale de sécurité et la stratégie nationale pour la réforme du secteur de la

professionnelles, ethniquement représentatives et régionalement équilibrées, notamment grâce à l'adoption et l'application de procédures appropriées de vérification préalable, notamment du respect des droits de l'homme, pour tout le personnel de défense et de sécurité, ainsi que de mesures permettant d'intégrer des éléments des groupes armés qui répondent à des critères rigoureux de sélection et de vérification préalable ».

Le projet de réduction de la violence communautaire (CVR) à Bangui et à Bouar a également été souligné lors de la conférence de presse. Dans la capitale, la formation des 785 bénéficiaires a débuté et se déroulera pendant une période de trois mois dans diverses filières parmi lesquelles le commerce, la menuiserie, la mécanique et l'élevage. A Bouar, l'équipe intégrée DDR/UNOPS a mené une opération de collecte d'armes dans la ville de Bouar avec le soutien de la Force, permettant la récupération de 1.191 armes de chasse, 447 cartouches de différents calibres et 29 grenades, entre autres".

Pour sa part, le porte-parole de la Force de la MINUSCA, Major Mohamed Ouabed, a indiqué que la situation sécuritaire est généralement calme à travers tout le territoire national. « La Force de la MINUSCA, en collaboration avec la police de la Mission, les FACA et les forces de sécurité intérieure poursuit ses efforts pour renforcer la protection de la population civile et pour l'épargner de toute menace », a souligné le porte-parole militaire.

De son côté, le porte-parole de la composante police de la MINUSCA, Capitaine Franck Gnapié, a déclaré qu'à Bria, plusieurs cas de menaces de mort par des groupes armés ont été enregistrés dans les camp de déplacés internes de la ville. "La Police de la MINUSCA s'est mise en position d'alerte et accentue les patrouilles dans la ville et surtout dans les camps de déplacés pour maintenir le calme". En outre, poursuit-il, « 10 personnes qui avaient été remises à la police de la MINUSCA par les FSI de la ville ont été transférées à Bangui le 23 octobre 2018, pour être remises aux autorités judiciaires centrafricaines. Quatre autres avaient été relaxées sur place à Bria sur instructions des autorités judiciaires pour manque de preuves ».